

La propriété individuelle, fondée sur le travail individuel, se rétablit, mais sur la base de la conquête de l'ère capitaliste : en tant que coopération d'ouvriers libres, en tant que propriété commune de la terre et des moyens de production fabriqués par le travail même. Il va sans dire que la transformation en propriété sociale de la propriété capitaliste reposant déjà sur la production socialisée est loin d'être aussi longue, pénible et difficile que ne fut la transformation en propriété capitaliste de la propriété morcelée reposant sur le travail des individus. Il s'agissait dans ce dernier cas de l'expropriation de la masse du peuple par quelques usurpateurs ; il s'agira dans l'autre cas de l'expropriation de quelques usurpateurs par la masse du peuple.

FRANZ MEHRING.

ROSA LUXEMBOURG

III. — Les deuxième et troisième livres¹

AVEC les deuxième et troisième livres de son œuvre, Marx eut le même sort qu'avec le premier ; il espérait pouvoir les publier aussitôt après la parution de ce dernier, mais de longues années passèrent et il ne devait pas lui être donné d'achever ces deux livres pour les remettre à l'impression.

Des études toujours nouvelles et de plus en plus approfondies, de longues maladies, la mort enfin l'empêchèrent de terminer l'œuvre entière ; voilà pourquoi Engels rédigea les deux livres en se servant des manuscrits inachevés de son ami. C'étaient des brouillons, des esquisses, des notes, tantôt de grands chapitres cohérents, tantôt des remarques rapidement jetées sur le papier, comme un chercheur a coutume de faire pour son usage personnel — gigantesque travail intellectuel qui s'étend, avec de longues interruptions, de 1861 à 1878.

Ces circonstances expliquent que nous ne devons pas chercher dans

1. Dans sa préface de mars 1918 : Franz Mehring écrit : « Afin de donner, dans les limites étroites de mon exposé un tableau tout à fait clair des livres II et III du *Capital*, j'ai demandé l'aide de mon amie Rosa Luxembourg. Les lecteurs la remercieront, autant que moi-même, d'avoir répondu si volontiers à mes désirs ; la troisième section du douzième chapitre a été écrite par elle. Je suis heureux d'incorporer à cet ouvrage ce joyau dû à sa plume. » (N. R.)

les deux derniers livres du *Capital* une solution achevée de tous les grands problèmes de l'économie politique, mais seulement leur énoncé partiel, avec des indications sur la direction où il convient de chercher cette solution. Comme l'ensemble des conceptions de Marx, son œuvre essentielle n'est pas une bible de vérités définitives, établies une fois pour toutes ; c'est, au contraire, une source inépuisable d'incitations au travail intellectuel, à la recherche et à la lutte incessante pour la vérité.

Ces mêmes circonstances expliquent qu'au point de vue extérieur également, dans la forme littéraire, les deuxième et troisième livres ne soient pas aussi achevés que le premier, n'étincellent pas d'esprit comme lui. Pourtant, et justement dans la simplicité de leur effort de pensée, étranger à tout souci de forme, ils offrent à plus d'un lecteur une jouissance encore plus élevée que le premier.

Bien qu'aucune popularisation n'en ait tenu compte, bien qu'ils soient, par conséquent ignorés de la grande masse des ouvriers, éclairés, ces deux livres n'en constituent pas moins un complément et un développement essentiels du premier, indispensables à l'intelligence de tout le système.

Dans le premier livre, Marx étudie la question cardinale de l'économie politique : D'où provient l'enrichissement, où est la source du profit ? Avant que Marx entrât en lice, la réponse à ces questions était donnée dans deux directions différentes.

Les défenseurs « scientifiques » du meilleur des mondes, celui où nous vivons, des hommes dont certains, comme Schulze-Delitzsch, jouissaient également de la considération et de la confiance des ouvriers, expliquaient la richesse capitaliste par toute une série de raisons plus ou moins plausibles et de manipulations habiles : résultat de l'adjonction systématique au prix des marchandises d'un supplément « dédommageant » le patron pour le capital noblement « abandonné » par lui dans la production ; indemnité pour le « risque » couru par chaque patron ; rémunération pour la « direction spirituelle » du patron, et ainsi de suite. Toutes ces explications visaient le même but : présenter comme « légitime » et immuable la richesse des uns, donc la pauvreté des autres.

En revanche, les critiques de la société bourgeoise, dont les écoles socialistes qui apparurent avant Marx, expliquaient pour la plupart l'enrichissement des capitalistes comme du pillage pur et simple, voire comme un vol pratiqué au détriment des ouvriers et rendu possible par l'interposition de l'argent ou par le manque d'organisation du processus de production. Partant de là, ces socialistes aboutirent à

divers plans utopiques sur la façon de supprimer l'exploitation par la suppression de l'argent, par « l'organisation du travail », etc.

Or, dans le premier livre du *Capital*, Marx révèle la véritable origine de l'enrichissement capitaliste. Il ne s'occupe ni de justifier les capitalistes, ni d'accuser leur injustice : il montre pour la première fois comment apparaît le profit et comment il tombe dans les poches du capitaliste. Il explique le phénomène par deux faits économiques décisifs : en premier lieu, la masse des ouvriers se compose de prolétaires, obligés de vendre leur force de travail en tant que marchandise ; en second lieu, cette marchandise qu'est la force de travail possède aujourd'hui un degré de productivité tellement élevé qu'elle peut engendrer en un temps donné une quantité de produits beaucoup plus grande qu'il ne lui en faut à elle-même pour se maintenir pendant ce laps de temps. Ces deux faits purement économiques, qui découlent du développement historique objectif, ont pour conséquence que le fruit du travail du prolétaire tombe tout à fait naturellement en possession du capitaliste et s'accumule mécaniquement, pour constituer des quantités de plus en plus énormes de capitaux au fur et à mesure que se maintient le système du salariat.

Marx n'explique donc pas l'enrichissement capitaliste comme un quelconque dédommagement du capitaliste compensant des sacrifices et des bienfaits imaginaires ; il ne l'explique pas davantage comme de l'escroquerie ou du vol pur et simple au sens courant de ces mots ; il l'explique comme un échange absolument régulier au point de vue juridique entre le capitaliste et l'ouvrier, échange entièrement conforme aux lois qui régissent n'importe quel autre acte de vente et d'achat de marchandises. Pour élucider à fond le mécanisme de cette affaire irréprochable, qui porte des fruits magnifiques pour le capitaliste, Marx dut développer jusqu'au bout, en l'appliquant à la marchandise force de travail, la loi de la valeur énoncée à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècles par les grands classiques anglais Smith et Ricardo, c'est-à-dire l'explication des lois internes de l'échange des marchandises. La loi de la valeur, dont dérivent le salaire et la plus-value, c'est-à-dire l'explication du processus par lequel, sans aucune escroquerie violente, le produit du travail salarié se partage de lui-même en moyens d'existence misérables pour l'ouvrier et en richesses obtenues sans travail pour le capitaliste — tel est le contenu fondamental du premier livre du *Capital*. Et là réside également sa grande importance historique : il a montré que pour supprimer l'exploitation il faut avant tout, il faut exclusivement, que soit supprimée la vente de la force de travail, autrement dit le salariat.

Dans le premier livre du *Capital*, nous nous trouvons sans cesse sur le lieu même du travail : dans une fabrique, dans une mine ou dans une exploitation agricole moderne. Ce qui y est exposé vaut pour n'importe quelle entreprise capitaliste. Nous avons uniquement affaire au capital individuel en tant que type de tout le mode de production. Quand nous fermons ce premier livre, la naissance quotidienne du profit est pour nous parfaitement claire, le mécanisme de l'exploitation élucidé jusque dans ses derniers recoins. Sous nos yeux s'élèvent des montagnes de marchandises de toute sorte, telles qu'elles sortent directement de l'atelier, encore imbibées de sueur ouvrière ; et dans la valeur de chacune d'elles, nous pouvons nettement discerner la partie issue du travail non payé du prolétaire et qui devient tout aussi légitimement que la marchandise entière, propriété du capitaliste. Nous touchons ici du doigt la racine de l'exploitation.

Mais la moisson du capitaliste est encore loin pour cela d'être engrangée. Le fruit de l'exploitation est là, mais sous une forme encore inutilisable pour le patron. Tant qu'il ne possède ce fruit que sous les dehors de marchandises accumulées, le capitaliste ne peut s'estimer satisfait de l'exploitation. C'est que précisément il n'est pas le propriétaire d'esclaves du monde gréco-romain de l'antiquité, non plus que le seigneur féodal du moyen-âge, qui ne dépouillaient le peuple travailleur que pour leur propre luxe et la grande vie de Cour. Le capitaliste a besoin de sa richesse en monnaie sonnante pour l'employer à entretenir le « train de vie de sa condition » et pour accroître sans répit son capital. Il faut, à cet effet, que soient vendues les marchandises produites par l'ouvrier salarié, y compris la plus-value contenue en elles. Du dépôt de fabrique ou de la ferme, la marchandise doit accéder au marché ; le capitaliste la suit du comptoir à la Bourse, au magasin, et nous marchons sur ses traces dans le deuxième livre du *Capital*.

Dans le domaine de l'échange des marchandises, où se déroule le deuxième chapitre de l'existence du capitaliste, maintes difficultés attendent ce dernier. Dans sa fabrique, à la ferme, il était le maître. L'organisation la plus stricte, la discipline et l'ordre y régnaient. Sur le marché, par contre, règne l'anarchie complète, ce qu'on appelle la libre concurrence. Ici, nul ne se soucie du voisin et personne de l'ensemble. Et pourtant, au milieu même de cette anarchie, le capitaliste sent combien il dépend à tous égards des autres, de la société.

Il doit marcher du même pas que ses concurrents. S'il perd plus de temps qu'il n'est strictement nécessaire avant la vente définitive de ses marchandises, s'il ne se munit pas d'assez d'argent pour acheter à

temps des matières premières et tout ce qui est nécessaire pour que l'entreprise ne subisse aucun temps d'arrêt, s'il ne veille pas à ce que son argent, tel qu'il lui revient de la vente des marchandises, ne reste pas inactif, mais soit investi quelque part d'une façon rémunératrice, il est éclipsé d'une manière ou d'une autre. Or les chiens mordent les derniers et le patron isolé qui ne fait pas en sorte que, dans le va-et-vient continu entre la fabrique et le marché, son affaire marche aussi parfaitement que la fabrique même, ce patron donc, aussi consciencieusement qu'il utilise ses ouvriers, n'obtiendra pas le profit usuel. Une partie de son profit « bien acquis » restera accrochée quelque part, pas dans sa poche en tout cas.

Mais ce n'est pas tout. Le capitaliste ne peut accumuler des richesses que s'il produit des marchandises, donc des articles de consommation. Mais il ne doit produire précisément que les sortes de marchandises dont la société a besoin, et seulement autant qu'elle en a besoin. Sinon, les marchandises restent invendues et la plus-value qui s'y trouve enfermée s'en va à nouveau en fumée. Mais comment un capitaliste isolé saurait-il tout cela ? Personne ne lui dit de quels articles et en quelle quantité la société a besoin à un moment donné ; personne ne le lui dit parce que, précisément, personne ne le sait. Ne vivons-nous pas dans une société sans plan, anarchique ? Chacun des patrons pris séparément est dans la même situation. Et pourtant, il doit sortir de ce chaos, de ce désordre un tout qui permette aussi bien l'affaire individuelle des capitalistes et leur enrichissement que la satisfaction des besoins de la société et la continuation de la société prise dans son ensemble.

Plus précisément, il faut que le désarroi du marché dérégulé permette néanmoins en premier lieu le cycle permanent du capital individuel, donne la possibilité de produire, de vendre, d'acheter et à nouveau de produire, le capital muant sans cesse de sa forme argent à sa forme marchandise et inversement : ces phases doivent coïncider, l'argent doit exister en réserve, afin de saisir toute conjoncture d'achat sur le marché, afin de couvrir les dépenses courantes de l'entreprise ; par ailleurs, il faut que l'argent — qui revient au fur et à mesure de la vente des marchandises — trouve aussitôt à s'employer à nouveau. Les capitalistes isolés, en apparence complètement indépendants les uns des autres, forment ici déjà une grande confrérie ; en fait, au moyen du crédit et des banques, ils s'avancent continuellement les uns aux autres l'argent nécessaire et puisent dans l'argent en réserve, permettant ainsi la continuation ininterrompue de la production et de la vente des marchandises pour l'individu comme pour la société. Le crédit, que l'économie politique bourgeoise ne peut expliquer autrement que comme une habile

institution destinée à « faciliter la circulation des marchandises », Marx, dans le deuxième livre de son œuvre, montre, tout à fait en passant, qu'il n'est qu'un simple mode d'existence du capital, un lien entre les deux phases de la vie du capital : dans la production et sur le marché, ainsi qu'entre les mouvements en apparence autonomes des divers capitaux.

En second lieu, il faut que dans la confusion des capitaux isolés soit maintenu le cycle permanent de la production et de la consommation de la société dans son ensemble, et cela de telle façon que demeurent assurées les conditions de la production capitaliste : fabrication des moyens de production, ravitaillement de la classe ouvrière, enrichissement progressif de la classe capitaliste, c'est-à-dire accumulation, et activité croissante du capital global de la société. La façon dont l'ensemble résulte des innombrables mouvements indépendants des capitaux isolés, dont ce mouvement de l'ensemble est toujours ramené au juste rapport par les variations continues tantôt dans la surabondance de la haute conjoncture, tantôt dans l'effondrement de la crise, pour s'en échapper à nouveau l'instant d'après, la façon dont ce qui n'est aujourd'hui qu'un moyen dans la société — sa propre subsistance et le progrès économique — et ce qui est son but — l'accumulation continue des capitaux — découle de tout ce qui précède en prenant des proportions de plus en plus formidables, tout cela, Marx ne l'a sans doute pas définitivement résolu dans le deuxième livre de son œuvre, mais il l'a placé pour la première fois depuis cent ans, depuis Adam Smith, sur les bases sérieuses de la loi scientifique.

Mais la tâche épineuse du capitaliste n'est pas encore épuisée avec tout ce que nous avons déjà vu. Une fois le profit transformé dans une mesure croissante en or, et au cours même de cette transformation, une grande question se pose en effet : celle du partage du butin. Des groupes fort divers formulent leurs prétentions : à côté de l'industriel se présentent le marchand, le bailleur de fonds, le propriétaire foncier. Tous ont permis à leur manière l'exploitation de l'ouvrier salarié et la vente des marchandises produites par lui, et tous réclament maintenant leur part au profit. Mais cette répartition est une tâche beaucoup plus complexe qu'il ne peut paraître au premier abord. Car parmi les industriels, il existe également selon la nature de l'entreprise, de grandes différences, dans le profit réalisé, tel qu'il est pour ainsi dire puisé sur le lieu de travail.

Dans telle branche de production, la fabrication de marchandises et leur vente sont très rapidement expédiées et le capital revient, accu, dans le temps le plus bref ; il permet d'aller bon train dans les affaires

et le profit. Dans les autres branches, le capital est solidement fixé pendant des années dans la production et ne rapporte de profit qu'au bout d'un temps fort long. Dans certaines branches, le patron doit investir la majeure partie de son capital dans des moyens de production morts : bâtiment, machines coûteuses, etc., qui ne rapportent rien par eux-mêmes, ne fournissent aucun profit, pour autant indispensables qu'ils soient à l'obtention du profit. Dans d'autres branches encore, avec un outillage très réduit, le patron peut employer la majeure partie de son argent au recrutement d'ouvriers dont chacun est une poule diligente qui pond pour lui des œufs d'or.

C'est ainsi qu'apparaissent dans l'obtention même du profit de grandes différences entre les divers capitaux, différences qui constituent à la face de la société bourgeoise une « injustice » beaucoup plus criante que le « singulier » partage entre le capitaliste et l'ouvrier. Comment parvenir ici à un équilibre, comment partager « équitablement » le butin, de telle sorte que chaque capitaliste reçoive « son dû » ? De plus, tous ces problèmes doivent être résolus sans aucune réglementation consciente et systématique. La répartition est, en effet, aussi anarchique que la production dans la société actuelle. C'est qu'il n'y a pas de « répartition » véritable dans le sens d'une quelconque mesure d'ordre social : il y a exclusivement échange, circulation des marchandises, vente et achat. Comment, dès lors, chaque catégorie d'exploiteurs et chaque exploiteur pris isolément obtiennent-ils par le seul canal de l'échange aveugle des marchandises une portion « équitable » — équitable du point de vue de la domination capitaliste — des richesses tirées de la force de travail du prolétariat ?

Dans son troisième livre, Marx répond à ces questions. De même que dans le premier livre il a démembré la production au capital et révélé le secret du profit, de même qu'il a dépeint dans le deuxième livre le mouvement du capital entre la fabrique et le marché, entre la production et la consommation de la société, de même il suit pas à pas dans le troisième livre la répartition du profit. Et toujours en observant les trois conditions fondamentales ; tout ce qui se passe dans la société capitaliste n'est pas arbitraire mais répond à des lois déterminées, agissant régulièrement, bien qu'absolument inconscientes pour les intéressés ; en second lieu, les rapports sociaux ne reposent pas sur des mesures violentes de vol et de brigandage ; et, enfin, aucune sagesse sociale n'apparaît pour agir systématiquement sur l'ensemble. C'est uniquement à partir du mécanisme de l'échange, c'est-à-dire de la loi de la valeur et de la plus-value qui en découle, que Marx développe progressivement, avec une clarté et avec une logique pénétrantes tous les phénomènes et rapports de l'économie capitaliste.

Si l'on considère l'œuvre dans son ensemble, on peut dire : Le premier livre, avec ses développements sur la loi de la valeur, le salaire et la plus-value, met à nu, les bases de la société actuelle ; le deuxième et le troisième livres montrent les étages de l'édifice construit sur ces fondations. On pourrait encore dire, en se servant d'une tout autre image : le premier livre nous montre le cœur de l'organisme social ; où est produit le sang vivifiant ; le deuxième et le troisième montrent la circulation du sang et la nutrition de l'ensemble jusque dans les dernières cellules de la peau.

En ce qui concerne le contenu, nous nous mouvons, dans les deux derniers livres, sur un plan tout différent du premier. Dans celui-ci nous découvrons la source de l'enrichissement capitaliste à la fabrique, dans les profondes assises sociales du travail. Dans les deuxième et troisième livres, nous sommes à la surface, sur la scène officielle de la société. Magasins, banques, Bourses, affaires financières, « agrariens nécessaires » et leurs soucis occupent ici le premier plan. L'ouvrier n'entre plus en ligne de compte. Dans la réalité, il ne s'occupe d'ailleurs pas de ces choses, qui se passent derrière son dos, alors qu'il a déjà été écorché. Et dans la cohue bruyante de la foule affairée, nous ne rencontrons en fait les ouvriers qu'à l'aube, quand ils gagnent en troupes les usines, et au crépuscule, lorsque leurs ateliers les rejettent à nouveau en longues théories.

On peut, à cet égard, ne pas apercevoir l'intérêt que peuvent présenter pour les ouvriers les divers soucis privés des capitalistes dans la course au profit et leurs querelles pour le partage du butin. Mais, en fait, les deuxième et troisième livres du *Capital* contribuent autant que le premier à la connaissance définitive du mécanisme social contemporain. Il est vrai qu'ils ne revêtent pas pour le mouvement ouvrier moderne l'importance historique, décisive et fondamentale, du premier. Mais ils contiennent une foule de considérations qui sont également d'une valeur inestimable pour l'armement spirituel du prolétariat en vue de la lutte pratique. En voici deux exemples seulement.

Dans le deuxième livre, en traitant de la façon dont la nutrition régulière de la société peut résulter de l'action chaotique des capitaux isolés Marx en vient naturellement à parler des crises. On ne peut s'attendre ici à une étude systématique et magistrale des crises, mais seulement à des remarques incidentes. Cependant, l'utilisation de ces remarques serait d'un grand profit pour les ouvriers éclairés et pensants. C'est un argument qui a pris droit de cité dans l'agitation social-démocrate, et notamment syndicale, que les crises résultent avant tout de l'étroitesse de vues des capitalistes : ces derniers ne veulent malheureusement pas

comprendre que les masses de leurs ouvriers sont leurs principaux clients et qu'il suffirait seulement de leur payer des salaires plus élevés pour conserver une clientèle solvable et conjurer le danger de crise.

Si populaire qu'elle soit, cette conception des choses n'en est pas moins diamétralement contraire à la réalité et Marx la réfute dans les termes suivants :

C'est une pure tautologie de dire que les crises découlent du défaut de consommation payante ou de consommateurs capables de payer. Le système capitaliste ignore le consommateur autrement que payant, sauf sous la forme de la charité ou de la « grivèlerie »... Le fait que des marchandises soient invendables signifie tout simplement qu'il ne s'est pas trouvé pour elles d'acheteurs capables de payer, donc de consommateurs. Mais si l'on veut donner à cette tautologie un semblant de preuve plus profonde en disant que la classe ouvrière ne reçoit qu'une partie trop faible de son propre produit et que le mal serait conjuré du moment qu'elle en recevrait une partie plus grande, du moment donc que son salaire augmenterait, il suffit alors de remarquer que les crises sont toujours précédées par une période où le salaire augmente d'une façon générale, où la classe ouvrière reçoit une part relativement plus grande du produit annuel destiné à la consommation. Du point de vue de ces chevaliers du sain et « simple » bon sens, cette période devrait, au contraire éloigner la crise. Il semble donc que la production capitaliste implique des conditions — indépendantes de la bonne ou de la mauvaise volonté — qui ne permettent que momentanément cette prospérité relative de la classe ouvrière, et toujours comme signe avant-coureur d'une crise¹.

En fait, les explications du deuxième livre comme du troisième donnent une vue profonde de la nature des crises ; celles-ci apparaissent tout simplement comme des conséquences inévitables du mouvement du capital, un mouvement qui, dans son élan impétueux vers l'accumulation, vers l'accroissement, franchit toutes les barrières de la consommation, même si cette consommation est étendue autant qu'on veut par l'augmentation du pouvoir d'achat d'une catégorie sociale ou par la conquête de débouchés tout à fait nouveaux. Il faut donc aussi abandonner l'idée de l'harmonie des intérêts entre le Capital et le Travail, méconnue seulement par la myopie du patronat, idée qui se dessine au fond de cette agitation syndicale populaire ; il faut aussi renoncer à tout espoir d'un accommodage susceptible d'amoinrir l'anarchie capitaliste. La lutte pour l'élévation matérielle du prolétaire salarié possède dans son arsenal spirituel mille armes par trop acérées pour avoir besoin de cet argument théoriquement sans valeur et pratiquement douteux.

1. Marx : *Le Capital*, t. XIII, p. 49. Edits Costes.

Autre exemple. Dans le troisième livre, Marx donne, pour la première fois, une explication scientifique d'un fait que l'économie politique considère bouche bée depuis qu'elle existe : dans toutes les branches de production, et bien qu'investie dans les conditions les plus différentes, les capitaux ont coutume de produire le profit dit « courant ». A première vue, ce phénomène semble contredire une explication donnée par Marx lui-même, à savoir l'explication de la richesse capitaliste uniquement par le travail non payé du prolétariat salarié. Comment, en fait, le capitaliste obligé d'investir des parties relativement considérables de son capital dans des moyens de production morts peut-il obtenir le même profit que son collègue, qui n'a que peu de dépenses de cet ordre et qui peut, par conséquent, employer une quantité plus grande de travail vivant ?

Or, Marx résout l'énigme avec une simplicité surprenante en montrant comment les différences de profits s'équilibrent par la vente d'une marchandise au-dessus de sa valeur, par la vente de l'autre au-dessous, et comment se réalise de la sorte un « profit moyen » identique pour toutes les branches de la production. Sans s'en douter, sans aucun accord délibéré entre eux, les capitalistes procèdent dans l'échange de leurs marchandises de telle sorte que chacun d'eux apporte au tas commun la plus-value tirée de ses ouvriers et que tous ensemble se partagent fraternellement cette moisson générale de l'exploitation, donnant à chacun selon l'importance de son capital. Le capitaliste individuel ne bénéficie donc pas du profit obtenu personnellement par lui, mais seulement d'une partie — celle qui lui revient — des profits réalisés par tous ses compagnons.

Dans la mesure où il s'agit du profit, les divers capitalistes se comportent ici comme de simples actionnaires d'une société anonyme où les parts au profit sont uniformément distribuées en pourcent et ne diffèrent par conséquent pour les divers capitalistes que selon la grandeur du capital placé par chacun d'eux dans l'entreprise commune, après sa participation relative à l'entreprise globale.

Combien cette loi en apparence tout à fait sèche des « taux de profit moyens » nous permet de pénétrer profondément dans la solide base matérielle de la solidarité de classe des capitalistes qui, frères ennemis dans l'agitation quotidienne, n'en constituent pas moins contre la classe ouvrière une franc-maçonnerie hautement et personnellement intéressée à son exploitation globale ! Sans que les capitalistes se rendent naturellement compte de ces lois objectives, leur instinct infailible de classe dominante révèle une perception de leurs propres intérêts de classe et de leur antagonisme à l'égard du prolétariat, instinct qui

s'affirme malheureusement beaucoup plus sûrement à travers tous les orages de l'histoire que la conscience de classe des ouvriers, éclairée et fondée justement par les œuvres de Marx et d'Engels.

Puissent ces deux brèves illustrations, prises au hasard, donner une idée des trésors intacts qui s'offrent encore au prolétariat éclairé dans les deux derniers livres du *Capital*, trésors de stimulation à la recherche et à l'étude, qui attendent encore un exposé populaire. Inachevés, tels qu'ils sont, ils offrent quelque chose d'infiniment plus précieux que toute vérité achevée : l'incitation à la pensée, à la critique et à l'autocritique, qui constitue l'élément le plus original de la doctrine laissée par Marx.

ROSA LUXEMBOURG.

